

Madame la Députée, Monsieur le député,

Nous vous écrivons au sujet du vote à venir lors de la séance plénière du 12 février prochain, sur l'accord d'investissement entre l'Union européenne et Singapour.

Nous sommes 150 organisations issues de différents pays européens et nous vous demandons de ne pas ratifier cet accord.

Nous aimerions en particulier attirer votre attention sur les éléments suivants :

**1- L'EUSIPA, malgré quelques changements mineurs, maintient des standards de protection des investissements ancienne formule et un système juridictionnel des investissements (Investor Court System - ICS) qui est une forme de mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE ou ISDS en anglais)<sup>1</sup>.**

S'il est présenté comme une réforme améliorée de l'ISDS, l'ICS ne parvient pas à corriger les principales failles du mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États, notamment :

- **Aucune limite aux compensations octroyées aux investisseurs.** Cela donne un pouvoir considérable aux investisseurs en particulier par rapport aux États qui se trouvent dans des contraintes budgétaires fortes.
- **Des incitations biaisées pour les arbitres en faveur des investisseurs.** Les arbitres restent rémunérés sur la base d'honoraires et non d'un salaire fixe et par conséquent ils conservent un intérêt direct à encourager le dépôt de plaintes en rendant des décisions favorables aux investisseurs.
- **Des standards juridiques tels que la protection des « attentes légitimes » excessivement favorables aux investisseurs.** Cette notion a été interprétée de manière tellement expansive que presque tous les changements réglementaires peuvent être contestés.
- **Risques importants de « regulatory chill » (effet dissuasif ou gel réglementaire).** L'existence même d'un système à sens unique d'arbitrage entre les investisseurs et les États peut permettre aux entreprises d'intimider les gouvernements. Le fameux cas de Vattenfall contre l'Allemagne I montre que l'État préfère souvent amoindrir la portée de sa réglementation (dans ce cas en matière de pollution) plutôt que de d'affronter un tribunal d'arbitrage.

---

<sup>1</sup> L'EUSIPA contient des dispositions de protection des investissements d'une portée considérable ainsi que des définitions très larges relatives au investisseurs / investissements couverts qui incluent les investissements de portefeuille, les obligations, les droits de propriété intellectuelle. Et il ne contient aucune forme d'obligation pour les investisseurs et il n'exige pas non plus l'épuisement des voies de recours nationales.

**2 – L'EUSIPA ne préserve pas le droit de réguler.** Les accords de protection des investissements peuvent l'emporter sur les obligations internationales des États européens découlant des accords internationaux en matière d'environnement, de règles sociales ou de droits humains. Il n'y a ainsi pas de garantie que l'Accord de Paris sur le climat prévale sur l'EUSIPA. Ce traité offre des privilèges importants aux investisseurs et leur donne le droit de contester les règles et les décisions de justice qui visent à protéger la santé et les citoyens contre le changement climatique.

**3 – L'EUSIPA contient les pires éléments des accords de protection des investissements défectueux.** Les anciens TBI en vigueur entre Singapour et 13 États membres de l'UE (dont 12 contiennent des ISDS<sup>2</sup>) sont problématiques. Toutefois, les remplacer par un accord qui étendrait la portée des pires éléments de ces traités de 12 à 27 États membres ne représente pas une amélioration. Un tel accord contribuerait plutôt à verrouiller l'ensemble des États membres dans ce mécanisme. Aujourd'hui, les gouvernements ont le droit de mettre un terme à au moins 7 des 12 traités existants, à n'importe quel moment (et le droit de mettre fin aux autres dans les prochaines années). Si l'EUSIPA est adopté, il deviendra presque impossible d'y mettre fin dans la mesure où il concerne toute l'UE.

**4 – L'ISDS est un mécanisme défectueux appelé à disparaître.** Un vote en faveur de l'EUSIPA reviendrait à appuyer un mécanisme qui a échoué à remplir son rôle<sup>3</sup> – la promotion des investissements – et a érodé la capacité des gouvernements de réguler en faveur de l'intérêt général. Des gouvernements dans le monde entier, notamment en Afrique du Sud, en Indonésie, en Tanzanie et même aux US sont en train de tourner le dos à ce mécanisme. L'UE devrait faire la même chose.

**5 – L'EUSIPA va encore plus loin que le CETA** et contient une clause parapluie (umbrella clause) qui permet aux investisseurs de contester des décisions de villes ou de collectivités locales. Cette clause élève en effet les contrats privés commerciaux au statut du droit international. Étant donné les coûts relatifs à l'ICS, il y a un fort risque d'effet dissuasif pour les autorités locales et régionales.

**6- La promotion des investissements devrait cibler autant la qualité que la quantité.** L'investissement international devrait contribuer aux 3 900 milliards de dollars dont nous avons besoin chaque année pour remplir les objectifs de développement durable (ODD). Pour ce faire, les gouvernements doivent pouvoir intervenir pour s'assurer que les flux d'investissements parviennent aux secteurs et aux zones clés en matière d'ODD. L'EUSIPA menace la capacité des gouvernements de réguler l'investissement dans un sens qui pourrait générer des effets positifs tels que des emplois décents, des ressources fiscales ou des transferts de technologies.

---

2 Les pays avec lesquels Singapour dispose de TBI en vigueur sont : Les Pays Bas, le Royaume Uni, la France, la Belgique, le Luxembourg, la Pologne, la République Tchèque, la Hongrie, la Lettonie, la Slovaquie et l'Allemagne (mais ce dernier n'inclut pas d'ISDS).

3 Le Brésil n'a pas exemple ratifié aucun accord de protection des investissements avec ISDS et se situe pourtant au 4ème rang des pays qui attirent le plus d'IDE (CNUCED 2018). L'Afrique du Sud, l'Indonésie et l'Inde ont vu leurs flux d'IDE entrants se maintenir ou même progresser après avoir pris leurs distances avec le système classique d'ISDS.

**7 – L’ISDS a fait l’objet d’un fort rejet de la part de l’opinion publique.** Dans un contexte de montée de l’autoritarisme de l’extrême droite, il est urgent de montrer aux électeurs que la voix des 300 000 citoyens européens<sup>4</sup> qui ont signé la pétition pour mettre fin à l’ISDS dans toutes ses formes (ISDS, ICS et MIC) compte.

**8 – Les entreprises multinationales ont besoin de règles et non plus de privilèges.** Dans notre monde hyperglobalisé, un groupe de plus en plus concentré de multinationales domine les marchés internationaux. Elles disposent des droits spéciaux pour attaquer les gouvernements mais n’ont aucune obligation de s’abstenir de perpétuer des violations des droits humains. Au cours des dernières décennies, le pouvoir de ces multinationales est devenu écrasant. Il est urgent de limiter ce pouvoir et de renforcer la responsabilité des investisseurs. Dans ce contexte, les entreprises multinationales n’ont pas besoin de plus de droits et d’un système de justice d’exception (ICS/ISDS). Au contraire, les eurodéputés doivent soutenir l’adoption d’un traité contraignant et ambitieux à l’ONU sur les entreprises multinationales et les droits humains.

Restant à votre disposition pour toute information complémentaire, nous vous prions d’agréer, madame la Députée, monsieur le Député, l’expression de nos sentiments respectueux,

**European organisations :**

European Coordination Via Campesina	Europe
Institute for Agriculture and Trade Policy	Europe
Friends of the Earth Europe	Europe
Corporare Europe Observatory	Europe
Attac Austria	Austria
Federal Chamber of Labour	Austria
11.11.11- Coalition of the Flemish North-South Movement	Belgium
AEFJN	Belgium
European Environmental Bureau (EEB)	Belgium
NaZemi	Czech Republic
NOAH	Denmark
TTIP Network Finland	Finland
ActionAid France – Peuples Solidaires	France
AEFJN	France
Aitec	France
Alternatiba	France
Amis de la Terre France (Friends of the Earth France)	France
Attac France	France
BLOOM	France
CADTM Comité pour l’annulation des dettes illégitimes	France
Ceras	France
CGT	France
Collectif Ethique sur l’étiquette	France
Comité Pauvreté et Politique	France
Confédération paysanne	France
CRID	France
Emmaüs International	France
FIDH	France
France Libertés	France

---

<sup>4</sup> Le 22 janvier 2019, une large coalition d’organisations de la société civile a lancé une pétition dans plus de 16 pays membres de l’Union européenne intitulée « Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales ».

Veblen Institute	France
Forum Fairer Handel	Germany
Forum on Environment and Development	Germany
Netzwerk Gerechter Welthandel	Germany
PowerShift	Germany
foodwatch international	Germany, France, Netherlands
STOP TIIP CETA TiSA Greece	Greece
Platform Duurzame en Solidaire Economie	Netherlands
TNI	Netherlands
Vrijdschrift	Netherlands
SOMO	Netherlands
TROCA- Plataforma por um Comércio Internacional Justo	Portugal
Umanotera	Slovenia
Aire Limpio asociación ecologista	Spain
Amigos de la Tierra	Spain
ASOCIACIÓN PRO DERECHOS HUMANOS DE ANDALUCIA	Spain
Attac Spain	Spain
Campaña “No a los tratados de comercio e inversión”	Spain
Campanya Catalunya No als TCI	Spain
CECU – Confederación de Consumidores y Usuarios	Spain
Confederación Intersindical	Spain
Coordinadora Estatal de Comercio Justo	Spain
Diem25	Spain
Ecologistas en Acción	Spain
Enginyeria Sense Fronteres	Spain
Entrepueblos – Entrepobles – Entrepobos – Herriarte	Spain
Fundacions Darder Mascaró	Spain
Observatorio de Multinationales en América Latina – Paz con Dignidad	Spain
UGT	Spain
USO	Spain
Jordens Vänner	Sweden
Latinamerikagrupperna/Solidarity Sweden-Latin America	Sweden
global justice now, manchester	UK
Greater Manchester Trade Action Network	UK
War on want	UK

**International support :**

Amigos de la Tierra América Latina y el Caribe	ALC
Asamblea Argentina Mejor sin TLC	Argentina
ATTAC Argentina	Argentina
Ecore – Equipo de Colaboración y reflexión	Honduras
Indonesia for Global Justice (IGJ)	Indonesia
Kesatuan Nelayan Tradisional Indonesia (KNTI)	Indonesia
Solidaritas Perempuan	Indonesia
Koalisi Rakyat untuk Keadilan Perikanan (KIARA)	Indonesia
Wahana Lingkungan Hidup Indonesia (WALHI)	Indonesia
Konfederasi Serikat Buruh Sejahtera Indonesia (KSBSI)	Indonesia
Koalisi Rakyat untuk Hak Atas Air (KRuHA)	Indonesia
Kesatuan Perjuangan Rakyat (KPR)	Indonesia
Indonesia AIDS Coalition (IAC)	Indonesia
Bina Desa	Indonesia
Indonesian Human Rights Committee for Social Justice (IHCS)	Indonesia
WomanHealth Philippines	Philippines
Focus on the Global South	Thailand (regional)
REDES – Amigos de la Tierra	Uruguay